

[Les inégalités à l'École]



Ce document reprend les éléments essentiels partagés lors du colloque du 18 novembre 2022 organisé par le SE-UNSA 67

Dans ce numéro

Une École inégalitaire ?	1
Ce que disent les chiffres	2
Les enseignements de PISA	3
Une injonction paradoxale	4
Un déficit de formation pédagogique	5
Les éloigné.e.s de la culture scolaire	6
Les mixités en question	7
L'action collective	8
Des pistes pour agir	9
Pour aller plus loin	10

Une École [inégalitaire] ?

L'École française est inégalitaire.

Toutes les études convergent à mettre en évidence le fait que dans l'École française les déterminismes socio-économico-culturels sont prégnants. Ils influent sur la réussite scolaire, sur l'orientation, mais également sur la perception des capacités à apprendre.

À l'interrogation légitime de savoir si l'École est faite pour les pauvres, les mécanismes de sélection et parfois d'exclusion (conscients ou non) tendent à répondre que les pauvres ne seraient (peut-être) pas (tous) faits pour l'école.

Or ces approches inégalitaires choquent d'autant plus que le discours républicain qui accompagne l'École est celui du progrès, de la justice, de l'élévation, de l'émancipation de toutes.

L'attente de la société envers l'École est immense. Et pour une part, celle-ci s'efforce d'y répondre au mieux. La massification scolaire s'est accompagnée d'une démocratisation des savoirs et globalement, le niveau général de connaissances de la population s'est élevé. Mais elle se manifeste également par une plus grande diversité des profils, des parcours, des expériences des élèves, que l'institution scolaire peine à prendre en compte.

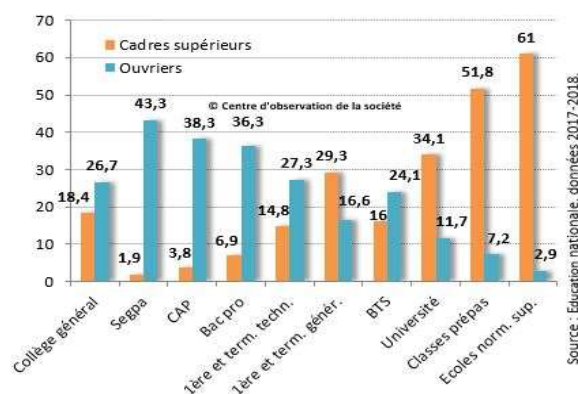
Toute la responsabilité des inégalités ne repose pas sur les épaules de la seule École. Bien des éléments ne dépendent pas d'elle. Mais elle a sa part. Et pour agir contre les inégalités, il est indispensable que les personnels éducatifs en soient conscients. Tel est le but de cet "Éclairage(s)".

Ce que disent les [chiffres]

La probabilité d'obtenir un diplôme de niveau bac + 5 est de 40 % pour les enfants de cadres, mais de 4 % pour ceux d'ouvriers : c'est 10 fois moins !

En fin de CE2, alors que les enfants des classes favorisées maîtrisent 80 % des compétences en français et en mathématiques, ceux des classes défavorisées n'en maîtrisent que moins de 60 %. Par ailleurs, 86 % des élèves de SEGPA appartiennent aux classes populaires alors que seuls 2 % des enfants de ces sections ont des parents cadres supérieurs.

Part d'enfants de cadres et d'ouvriers selon les filières (%)



Ce que révèlent les évaluations [PISA]

Tous les trois ans depuis 2000 à l'exception de la pandémie Covid-19, les évaluations internationales PISA proposent une batterie de tests pour les élèves de 15 ans dans les différents pays de l'OCDE.

Les premiers résultats de PISA de 2000 et 2003, montrent que le niveau des inégalités sociales à l'École française était comparable à celui de la moyenne des pays de l'OCDE. Le décrochage intervient par la suite.

Entre PISA 2003 et PISA 2006, l'impact de l'environnement familial sur le score a augmenté de 3 points pour l'écrit et de 8 points pour les mathématiques. Parallèlement à cela, d'autres indicateurs d'équité se sont dégradés comme par exemple, le premier décile de la distribution des scores qui baisse de 21 points en compréhension de l'écrit, de 20 points en mathématiques.

Pour autant, contrairement à d'autres pays, il n'y a pas eu de choc PISA en France. Aussi, il faudra longtemps pour qu'une réaction intervienne et que la lutte contre les déterminismes sociaux dans l'Éducation devienne une priorité, tout au moins dans les textes.

La caractéristique des résultats des élèves français aux évaluations PISA est également le grand écart entre de "très bons élèves", parmi les meilleurs du monde et des élèves en grande difficulté au niveau de certains pays très défavorisés.

<https://www.oecd.org/pisa/aboutpisa/pisa-en-francais.htm>

Le saviez-vous ?

«La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires».

Conseil National de la Résistance,
15 mars 1944

Une [injonction paradoxale] historique

L'école de la IIIe République était investie d'une double mission et a confié à ses personnels de la mettre en œuvre dans une injonction paradoxale :

- faire monter le niveau d'instruction de tous les enfants qui lui sont confiés, de les élever ;
- et dans le même temps de faire émerger une élite, en élever certains plus que d'autres.

D'une certaine manière la séparation du système scolaire d'alors c'est faite en deux parcours : celui de l'école pour la plupart jusqu'au certificat d'étude d'un côté

et du lycée (commençant avec des petites classes) pour quelque-uns, ce qui illustre cette distinction.

A la richesse, de naissance ou au talent, la volonté est progressivement de substituer le mérite républicain sans interroger les liens entre les conditions de vie et leurs liens avec les possibilités d'apprentissage.

La massification de la scolarité renforce encore la diversification des élèves sans pour autant modifier la double contrainte qui pèse sur les enseignant.e.s.



Doc 6 La salle de classe de l'école de garçons de Damvillers (Meuse), en 1899.

Cet héritage historique pèse encore aujourd'hui, de manière consciente ou inconsciente sur les enseignant.e.s.

Un [déficit] de formation pédagogique

« Les enseignants en France sont hautement qualifiés selon les standards internationaux (universitaires)... largement au-dessus de la moyenne OCDE. Mais ils sont aussi moins bien préparés sur le volet pédagogique du métier que leurs voisins ». Éric Charbonnier,

Ainsi dans l'enquête Pisa 2018, il apparaît que la France est l'un des pays où les élèves ressentent le moins de soutien de la part de leurs enseignants : moins d'un élève sur quatre déclare que ses enseignants lui indiquent ses points forts; moins de deux élèves sur cinq déclarent que leurs enseignants leur indiquent souvent ou toujours comment améliorer leurs résultats, contre un sur deux en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Dans un comparatif entre la formation délivrée à l'école normale des Ardennes de 1986 à 1990 ; et celle donnée pour les professeurs des écoles dans l'académie de Reims en 2020, Jean-Paul Delahaye a montré qu'en 30 ans, le volume de formation continue a diminué de 50%. Également, que le volume horaire de la formation générale théorique et pratique des enseignants du premier degré a diminué d'environ 40% ; celui des stages dans les écoles de 30%. Dans le même temps la formation disciplinaire délivrée essentiellement à l'université est passé du niveau du DEUG (bac +2) à celui du master (bac +4).

Les éloigné.e.s de la [culture scolaire]

Plusieurs éléments se conjuguent dans la construction de la relation des plus pauvres avec l'École. Contrairement à certaines idées reçues, il ne s'agit ni de carences intellectuelles, ni de déficit culturel dont seraient victimes les enfants issus des milieux défavorisés, mais d'un éloignement de la culture scolaire.

Les statistiques montrent que parmi les élèves qui réussissent le mieux leur scolarité en France, les enfants d'enseignant.e.s sont très bien placés. Parce qu'ils sont plus intelligents que les autres ? Pas vraiment, mais parce qu'ils sont mieux accompagnés par des parents qui connaissent les rouages du système. Plus globalement, comme la démontré Pierre Bourdieu, un phénomène de reproduction sociale conduit à favoriser « les héritiers », c'est-à-dire celles et ceux qui baignent dès leur naissance dans une culture proche de celle mobilisée et transmise par l'École : celle de l'écrit, du patrimoine, des œuvres « classiques »... Mais également une manière d'être un.e « bon.ne élève », en participant en classe, en osant demander de l'aide ou des explications complémentaires aux enseignant.e.s...

A l'inverse, les enfants des familles défavorisées sont souvent éloignés de cette culture scolaire et le savent. Ils ont intégré « les idées, les valeurs, les croyances culturelles » structurant la réussite et l'échec (Goudeau, 2020). Et l'École se charge de les leur rappeler régulièrement, puisqu'elle insiste davantage sur leurs difficultés et leurs erreurs qu'elle ne sait s'appuyer sur leurs réussites pour les encourager. La mise en concurrence et la compétition entre les élèves renforcent le sentiment de ne pas pouvoir y arriver, alors que le développement de la coopération et de l'aide par les pairs favorise la confiance en soi et donc la capacité à mieux faire.

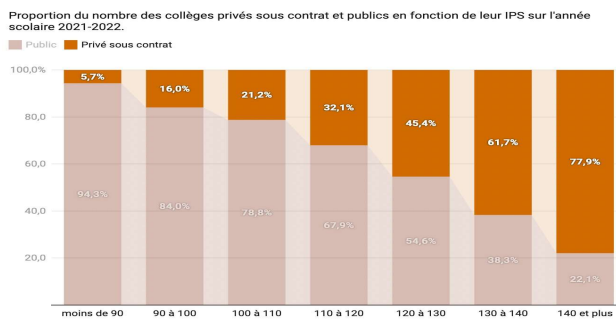
La [mixité sociale] en question

L'un des premiers leviers pour lutter contre les inégalités scolaires est de développer davantage de mixité sociale dans les écoles et les établissements. Une gageure qui se heurte à la composition sociale des territoires, à la volonté des parents, voire à la concurrence avec l'enseignement privé.

La composition sociale des quartiers et des territoires est souvent constitutive d'une ségrégation ou du moins de regroupement de population au même profil socio-économique. Créer de la mixité scolaire dans ces conditions nécessite une démarche volontariste sur la structuration de la carte scolaire. Celle-ci est possible, puisque à Toulouse ou à Paris, des expérimentations ont été menées depuis plusieurs années déjà et elles apportent des résultats positifs.

En revanche, la concurrence scolaire entre établissements publics et privés montre une concentration d'élèves issues de familles aisées dans les établissements privés.

Dans le même temps, les statistiques illustrent un effort de mixité dans les collèges publics.



Note de lecture : Pour l'année scolaire 2021-2022, 77,9% des collèges avec un indice de position sociale supérieur à 140 sont du domaine privé sous contrat.
Graphique : Gazette des communes • Source : Ministère de l'éducation nationale • Récupérer les données

L'action [collective]: un levier à mobiliser

Contrairement à l'image traditionnellement transmise, et souvent à leur ressenti, les enseignant.e.s ne sont pas seul.e.s. Face aux difficultés qui génèrent les inégalités scolaires, elles et ils ne sont pas les seul.e.s concerné.e.s. La lutte contre les inégalités nécessite certes de mobiliser leurs approches pédagogiques, mais elle demande également une action collective..

D'abord de l'ensemble des personnels éducatifs. Une étude du CNESTO a mis en évidence comment par le jeu des options, des langues vivantes... des classes de niveaux pouvaient être construites sans même qu'les chef.fe.s d'établissements en aient conscience. Le rôle des assistants sociaux aussi est primordial, comme celui des personnels de vie scolaire, car le climat d'un établissement joue également en faveur ou non de sa fréquentation.

Un travail partenarial avec les associations, les mouvements d'éducation populaire permet également une ouverture de l'école et de ses apports.

De même, la coopération avec les parents est essentielle. Plus ils se sentent investis, écoutés, entendus, dans un établissement ou une école, plus ils sont en capacité de comprendre la richesse d'une diversité sociale au sein de l'École.

Enfin, la collectivité territoriale est aussi à mobiliser. C'est d'elle que peut dépendre la définition de la carte scolaire, l'organisation des transports scolaires, le financement et la valorisation de projets, le choix des rythmes.

Le contre exemple suédois

La Suède a laissé une liberté de choix des établissements aux familles. Cela a conduit au renforcement des ségrégations en réunissant les « bons » élèves entre eux. Le résultats suédois aux évaluations PISA en dressent un bilan sans conteste : une baisse de niveau, tant pour les bons élèves qui se retrouvent entre eux que pour les élèves plus en difficultés également regroupés ensemble... C'est donc bien la mixité qui fait monter le niveau de tous.

Suite au colloque

Retrouvez sur www.se-uns67.net

- les réflexions sur les actions à mener selon Jean-Paul DELAHAYE et Claude ESCOT

- la synthèse des travaux collectifs menées sur 4 axes :

- Comment aider les élèves à développer leurs compétences transversales ?

- Comment apprendre aux élèves à penser par eux-mêmes ?

- Quelles pédagogies mettre en place pour donner du sens aux apprentissages ?

- Quels leviers institutionnels pour réduire les inégalités ?



Le Centre de Recherche, de Formation et d'Histoire sociale de l'UNSA Éducation

Téléphone : 07 70 74 33 33

Courriel :
centreformationrecherche@unsa-education.org

Retrouvez-nous sur notre site :

<https://centrehenriaigueperse.com>

Des pistes pour [agir]

Agir pour réduire les inégalités scolaires nécessite de mobiliser des moyens de différentes natures. Il s'agit d'agir à la fois sur soi -pour sortir d'un entre-soi-, sur le cadre -travailler l'égalité culturelle : repérer les similitudes pour accepter les différences-, sur la forme -organiser le passage de l'individuel au collectif-, sur le fond -apprendre à penser par soi-même avec les autres, permettre à chacun.e de trouver sa place.

Pédagogiquement, il s'agit de donner sens aux apprentissages :

- en développant la confiance en soi des élèves, mais aussi des enseignants,
- par une démarche de projet,
- par l'interdisciplinarité,
- par des démarches d'autoévaluation,
- par les partages entre pairs,
- par la prise de responsabilité par les élèves.

Aider les élèves à **penser par eux-mêmes** implique que les enseignants s'autorisent déjà à penser par eux-mêmes. Cela passe également par :

- une posture d'écoute,
- le développement de l'argumentation critique,
- l'élaboration d'idées complexes,
- le partage d'un vocabulaire commun,
- la coopération.

Par **le développement de compétences transversales** :

- en valorisant les acquis et les capacités des élèves,
- en privilégiant la coopération à la compétition,
- en allégeant les programmes,
- en cessant d'externaliser le travail scolaire.

L'institution doit également se mobiliser par un engagement politique :

- en mettant l'enfant et la pédagogie au cœur du système,
- allouant les moyens nécessaires (postes, lieux d'accueil, traducteurs pour certaines familles, gratuité de la restauration...),
- par l'élaboration de la carte scolaire,
- par la formation initiale et continue
- par la formation des élus,
- par le liens avec les associations.

Quelques références pour [aller plus loin]



- Marie Duru-Bellat et François Dubat, 2020, L'École peut-elle sauver la démocratie, Seuil

- Jean-Paul Delahaye, Le bord de l'eau, 2022
Comment l'école peut-elle réduire les inégalités ? Interview de J-P Delahaye

- Marie-Aleth Grard Une école de la réussite pour tous, mai 2015
https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015_13_ecole_reussite.pdf

- Pierre Merle, « Les inégalités scolaires (1995-2020). Effets de l'origine sociale et du genre », Agora débats/jeunesses, vol. 86, no. 3, 2020, pp. 25-41.

- le rapport du CNESE : <https://www.cnes.fr/inegalites-sociales/>



- l'observatoire des inégalités
Grilles, outils pédagogiques : <https://www.inegalites.fr>
Témoignages et réflexions diverses :
<https://www.youtube.com/@Observatoiredesinegalites>

L'association qui propose des livres et des livres audio pour la jeunesse à 0,80€ *
lire-cest-partir@wanadoo.fr



Penser et agir autrement contre la misère
<https://www.atd-quartmonde.fr>



ATD QUART MONDE
ACIR TOUS POUR LA DIGNITÉ

Animer des ateliers de discussion à visée philosophique avec les enfants et les jeunes
<https://francas-alsace.eu/>
contact@grainesdephilo.eu
06 31 45 52 02

